

Curriculum vitae

Stéphane SCHOTT

Né le 26/09/1977 - Nationalité française

stephane.schott@u-bordeaux.fr

00 33 (0) 6 88 31 93 78

Formation

- 2009 Doctorat de Droit, spécialité Droit public
Faculté de droit, Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse
- 2004 DEA d'Administration publique
Faculté de droit, Université Lumière – Lyon II
- 2004 Master franco-allemand du CIERA
École Normale Supérieure de Lyon, France ; Université Lumière – Lyon II, France ;
Université de Fribourg-en-Brisgau, Allemagne
- 2003 Admission au CAPES d'Allemand
École Normale Supérieure de Lyon, France ; Université Lumière – Lyon II
- 2003 Licence de Droit public
Faculté de droit, Université Lumière – Lyon II
- 2000 Maîtrise d'Allemand
Département d'études allemandes, Université Marc Bloch – Strasbourg II
- 2000 Licence de Philosophie
Département de philosophie, Université Marc Bloch – Strasbourg II
- 1999 Admission au concours d'entrée à l'École Normale Supérieure de Fontenay/Saint-Cloud
- 1998 Licence d'Allemand
Département d'études allemandes, Université Marc Bloch – Strasbourg II
- 1995-1999 Classes Préparatoires aux Grandes Écoles Littéraires (hypokhâgne, khâgne)
Lycée Fustel de Coulanges, Strasbourg
- 1992-1995 Seconde, Première, Terminale (classes « bilingue anglais »)
Lycée Kléber, Strasbourg

Situation professionnelle

- Depuis 2020 Maître de conférences en Droit public
Faculté de droit et science politique de l'Université de Bordeaux & INSPÉ de l'Académie de Bordeaux
- Depuis 2019 Directeur de la Licence franco-allemande en droit Bordeaux-Bayreuth
Faculté de droit, Université de Bordeaux, France
- Depuis 2013 Responsable de l'option Droit allemand, parcours Droit & langues (Licence)
Faculté de droit, Université de Bordeaux, France
- Depuis 2013 Membre du Centre d'Études et de Recherches Comparatives sur les Constitutions, les Libertés et l'État (CERCCLÉ)
- Depuis 2013 Maître de conférences en Droit public
Faculté de droit, Université de Bordeaux, France
- Depuis 2010 Membre, puis membre associé en 2013, du Centre de Philosophie Juridique et Politique (CPJP)
Faculté de droit, Université de Cergy-Pontoise, France
- 2010-2013 Maître de conférences en Droit public
Faculté de droit, Université de Cergy-Pontoise, France

Responsabilités institutionnelles

- Depuis 2017 Membre élu du Conseil de la Faculté de droit et science politique (2 mandats), Collège B, Université de Bordeaux
- 2014 – 2016 Membre élu du Bureau de la Section de droit public et science politique, Faculté de droit, Université de Bordeaux
- 2012 – 2013 Membre élu du Conseil de la Faculté de droit, Collège B, Université de Cergy-Pontoise

Pilotage de projets de recherche internationaux

Programme de formation-recherche sur appel à projets cofinancé par le Centre interdisciplinaire d'études et de recherches sur l'Allemagne (CIERA), intitulé « **Inventivité juridique et monde global. Les frontières du droit (constitutionnel)** » (2015-2017). Codirigé avec C. M. Herrera (Université de Cergy-Pontoise, CPJP) et M.-C. Ponthoreau (Université de Bordeaux, CERCCLE). Autres universités partenaires : l'Universität Bayreuth et la Heinrich Heine Universität Düsseldorf. Programme composé de deux colloques (Bordeaux, 2015 : novembre et décembre) et d'un cycle de séminaires (Cergy-Pontoise, 2016-2017). Première publication issue de ces manifestations : M.-C. Ponthoreau, dir., ***La dénationalisation de l'enseignement juridique. Comparaison des pratiques***, Paris, Institut Universitaire Varenne, LGDJ, 2016, 216 p. Autres publications en cours de finalisation.

Programme de recherche « **Épistémologies du droit. Approches pluridisciplinaires à l'ère de la globalisation** » (2017-2021). Codirigé avec A. Geslin (Sciences Po Aix, UMR DICE, CERIC), C. M. Herrera (Université de Cergy-Pontoise, CPJP) et M.-C. Ponthoreau (Université de Bordeaux, CERCCLE). Autres universités partenaires : l'Universität Bayreuth, la Heinrich Heine Universität Düsseldorf et la Leibniz Universität Hannover. Programme composé d'une journée d'étude (Aix-en-Provence, 2018) et de deux colloques (Bordeaux, 2019 et 2021). Publication issue de la journée d'étude de 2018 : A. Geslin, C. M. Herrera, M.-C. Ponthoreau, dir., ***Postcolonialisme et droit : perspectives épistémologiques***, Paris, Éditions Kimé, 324 p. Publication du colloque de 2019 à paraître : co-dirigé avec R. Baumert, A. Geslin, et S. Roussel, ***Langues et langages juridiques. Traduction et traductologie - Didactique et pédagogie***, Paris, IFJD - Institut Louis Joinet, LGDJ, 2021.

Création d'un double diplôme franco-allemand

La réflexion sur la transformation de l'option Droit allemand du parcours Droit et langues en double diplôme franco-allemand en Droit a été engagée en 2013 entre l'Université de Bordeaux et l'Universität Bayreuth, dès l'ouverture de l'option Droit allemand, et en étroite collaboration avec Madame S. Roussel, maître de conférences HDR en études germaniques. La **Licence franco-allemande en Droit / Deutsch-Französischer Bachelor of Laws (LL. B.) – Economics and Institutions** a ouvert en 2019.

L'une des particularités de la Licence franco-allemande en droit Bordeaux-Bayreuth est d'offrir un très haut degré d'intégration en matière de coopération entre les établissements partenaires, qui se traduit par une **double mobilité croisée des étudiants et des enseignants durant les trois années du cursus**. Répondant ainsi aux critères exigeants de l'Université franco-allemande, le double diplôme en droit des universités de Bayreuth et de Bordeaux a réussi à obtenir avant même son ouverture le soutien de cette instance intergouvernementale pour quatre ans, renouvelable, permettant ainsi aux premiers étudiants de bénéficier notamment de bourses de mobilité cumulables avec les bourses plus classiques.

Principales publications scientifiques

Langues et langages juridiques. Traduction et traductologie - Didactique et pédagogie, co-dirigé avec R. Baumert, A. Geslin, et S. Roussel, à paraître, Paris, IFJD - Institut Louis Joinet, LGDJ, 2021.

Le droit constitutionnel et la géographie, co-dirigé avec P.-H. Prélot et F. Richard-Schott, à paraître, Paris, IFJD - Institut Louis Joinet, LGDJ, 2021.

« La dissolution du parlement à l'initiative d'une minorité d'électeurs dans six Länder allemands : une forme originale de révocation populaire ? », à paraître, in C.-E. Sénac, *La révocation populaire des élus*, Paris, Mare & Martin, 2021.

« Le recours à la notion de démocratie par les juridictions allemandes. Intérêts et limites d'une analyse de 97 décisions rendues entre le 1^{er} avril et le 30 juin 2016 », in M. Rota, dir., *Le recours à la notion de démocratie par les juridictions*, 2018, p. 63-86.

« Les rapports entre référendum et démocratie chez Raymond Carré de Malberg et Carl Schmitt », in V. Champeil- Desplats, J.-M. Denquin, dir., *Démocratie et constitutionnalisme. Retours critiques*, Mare & Martin, Paris, 2018, p. 163-175.

Carl Schmitt, *Le Tribunal du Reich comme gardien de la Constitution* (1929), co-traduit avec S. Roussel et la collaboration de R. Baumert, Paris, Dalloz, 2017, 114 p.

« Allemagne. Les institutions », *Encyclopædia Universalis*, 2014, 7 p.

« La modélisation au service de la critique des modèles. L'exemple des formes de législation populaire en Allemagne », in C. M. Herrera, S. Schott, dir., *Modèles et modélisation en droit constitutionnel. Approches classiques, nouvelles pratiques*, *Politeia*, n° 26, 2014, p. 117-142.

Modèles et modélisation en droit constitutionnel. Approches classiques, nouvelles pratiques, co-dirigé avec C. M. Herrera, *Politeia*, n° 26, 2014, p. 107-283.

« L'évaluation législative », in P. Hammje, L. Janicot, S. Nadal, dir., *L'efficacité de l'acte normatif. Nouvelle norme, nouvelles normativités*, Paris, Lextenso, Collection LEJEP, 2013, p. 147-156.

« Les candidatures officielles », in G. Bacot, S. Schott, dir., *Théories du suffrage politique dans la France du XIX^e siècle*, *Revue Française d'Histoire des Idées Politiques*, 2013/2, n° 38, p. 269-290.

Théories du suffrage politique dans la France du XIX^e siècle, co-dirigé avec G. Bacot, *Revue Française d'Histoire des Idées Politiques*, 2013/2, n° 38, p. 225-393.

L'initiative populaire dans les États fédérés Allemands. Contribution à la connaissance d'une institution démocratique, Paris, LGDJ, Thèses, Bibliothèque constitutionnelle et de science politique, Tome 139, 2012, 538 p.

« Le référendum dans les Länder de la République fédérale d'Allemagne », *Théorie et pratiques du référendum*, Paris, Société de législation comparée, Vol. 17, 2012, p. 53-78.

Dieter Grimm, « L'interprétation constitutionnelle. L'exemple du développement des droits fondamentaux par la Cour constitutionnelle fédérale », traduction de « Verfassungsinterpretation. Am Beispiel der Grundrechtsentfaltung durch das Bundesverfassungsgericht », *Jus Politicum. Revue de droit politique*, Volume IV, 2012, p. 251-274.

« L'initiative citoyenne et la démocratisation de l'Union européenne », *Politeia*, n° 18, 2010, p. 344-361.

« Vom aktiven Volk zur aktiven Bevölkerung. Staatsangehörigkeit und politische Partizipation in Deutschland und Frankreich », *Forschungsberichte*, Duitsland Instituut, Universiteit van Amsterdam, 2007, p. 85-95.

Articles destinés au grand public - Débats science et société

« Grand débat national et référendum. Instaurons l'initiative populaire législative ! », 12 février 2019, blogs.mediapart.fr, tribune publiée à la Une du Club de Mediapart, février 2019

<https://blogs.mediapart.fr/stephane-schott/blog/120219/grand-debat-national-et-referendum-instaurons-l-initiative-populaire-legislative>

« Le RIC ou rien ? Une voie médiane est possible : l'initiative populaire législative », www.sudouest.fr, 6 mars 2019

https://www.sudouest.fr/2019/03/06/le-ric-ou-rien-une-voie-mediane-est-possible-l-initiative-populaire-legislative-5875056-10275.amp.html?__twitter_impression=true

« Le "Référendum d'Initiative Partagée" peut-il empêcher la privatisation d'Aéroports de Paris ? », 11 avril 2019, interview pour www.lci.fr par Amandine Rebourg

<https://www.lci.fr/politique/eclairage-le-referendum-d-initiative-partagee-peut-il-empêcher-la-privatisation-d-aeroports-de-paris-2118016.html>

« Contre la privatisation d'Aéroports de Paris, des citoyens entrent au Conseil constitutionnel par la "porte étroite" », www.sudouest.fr, 10 mai 2019

<https://www.sudouest.fr/2019/05/10/contre-la-privatisation-d-aeroports-de-paris-des-citoyens-entrent-au-conseil-constitutionnel-par-la-porte-etroite-6057085-10275.php>